

blâmer vous-mêmes, mais nous pouvons et nous devrions nous faire des reproches, et, à mon sens, il est temps de nous arrêter.

Chaque fois que les largesses exigées par les indigents sont menacées, le vénérable leader de la Fédération du commonwealth coopératif (M. Woodsworth) tonne en disant qu'à ceux qui nous demandent du pain nous offrons une pierre. La discussion peut-elle jamais être sincère? Il y a certes autre chose à faire que de donner du pain ou une pierre. Pourquoi ne pas reconnaître le fait que la société organisée est forcée de pourvoir aux besoins de quelques-uns, au moins, qui insistent à orienter leur vie dans un certain sens, en ne faisant rien eux-mêmes, mais en laissant agir les autres. Nous avons un problème de la jeunesse dans l'Ouest. Au cours des élections municipales à Winnipeg, j'ai entendu un jeune homme dire, et j'ai pris note de ses paroles: "J'ai passé des années à me préparer à une position comportant des responsabilités". Il aurait dû chercher à se trouver un emploi. Ces responsabilités sont le fruit de l'expérience, et non de l'éducation, bien que cette dernière puisse aider.

L'économie de l'Ouest est encore agricole, et nulle économie ne peut profiter à la jeunesse qui compte vivre à ses dépens au lieu de s'y adapter. A Winnipeg la Fédération du Commonwealth Coopératif a condamné amèrement le projet de l'établissement sur la terre. C'est tout naturel. Ce parti a réussi en organisant les mécontents, et ceux qui sont toujours prêts à se laisser prendre aux promesses d'amoinrir leur responsabilité pour leur propre existence. Ce groupe ne s'intéresse nullement à une société agricole, si ce n'est d'exploiter les griefs réels ou imaginaires des cultivateurs pour son propre avantage politique. C'est un véritable parasite politique, s'engraissant de la misère et du mécontentement. Prenez note, s'il vous plaît, que j'établis délibérément une distinction entre mes amis du parti travailliste et leurs associés politiques du groupe C.C.F.

Même au cours des années appelées normales, entre 1922 et 1930, les jeunes canadiens quittaient le pays au nombre d'environ 50,000 par année. Pour quelle raison? Qu'étaient-ils? Vous êtes au fait des réponses. Ces émigrants étaient-ils des cultivateurs, des mineurs, des pêcheurs et des bûcherons? En général, non. Un petit nombre de ces émigrants étaient des producteurs primaires. Un bon nombre de ces jeunes gens avaient reçu une bonne instruction ou ils le croyaient, semble-t-il. En définitive, il s'agissait de jeunes gens qui ne pouvaient ou ne voulaient pas s'adapter au régime économique en vigueur au Canada et n'étaient pas en mesure de ga-

gner leur vie au pays. On m'informe que tous les diplômés en génie civil d'une institution de l'Ouest émigrèrent aux Etats-Unis ou en Amérique du Sud, une année.

Au cours de ces années, les conservateurs, alors dans l'opposition, ne cessaient de se lamenter parce que nous perdions ces fleurs exotiques provenant de nos serres chaudes éducationnelles. Une fois arrivé à la direction des affaires, le même parti barra toutes les avenues permettant d'obtenir un emploi au Canada en étouffant notre commerce et, par le fait même, nos industries productives. A l'heure actuelle, un plus grand nombre de jeunes gens trouvent du travail. Mais, qui sont-ils? Ce sont pour la plupart les recrues les plus nouvelles dans les rangs de la jeunesse. Le jeune homme qui, il y a dix ans, était trop jeune pour obtenir un emploi se voit maintenant refuser le même emploi parce qu'il est trop vieux. Il faut tenir compte de la génération des gens âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans pour le régime économique en vigueur au Canada.

Nos problèmes ne sont pas tous insolubles. Si nous les envisageons honnêtement, il y a possibilité de préparer les voies afin de leur donner une solution. Nous ne sommes pas obligés, c'est évident, de procurer du travail dans certains emplois et certaines professions en particulier. L'obligation nous incombe peut-être de faire en sorte que la main-d'œuvre soit aussi fluide et aussi mobile que possible. La création des organismes de placement que projette le gouvernement fédéral nous aidera assurément dans ce sens. Je regrette que le discours du trône n'en fasse pas mention. Si ces organismes existaient, nous n'aurions plus à accepter d'excuses. Si nous devons reconnaître le principe que tous les citoyens ont le droit de réclamer la subsistance à l'Etat, il s'ensuit en dernier ressort que l'Etat doit avoir son mot à dire quant à la manière et à l'endroit où le chômeur gagnera sa vie. Est-ce là ce que veut la jeunesse? En fin de compte, ce régime assure peut-être une certaine somme de sécurité, mais c'est au prix de la liberté. Les seuls pays au monde où ne se pose pas le problème des jeunes, à l'heure actuelle, ce sont ceux où la jeunesse a été enrôlée dans des organismes d'Etat ou encore les pays qui sont en guerre. L'histoire de ces pays s'étale sur les premières pages de tous les journaux. Est-ce là ce que le monde peut offrir de mieux à la jeunesse?

Monsieur l'Orateur, il y a ceux d'entre nous qui ne le pensent pas. Il y a ceux d'entre nous qui prétendent encore qu'aucune nécessité économique n'impose la dégradation d'une autre génération humaine. Je ne puis m'empêcher de regretter que le chef de l'opposition